



**CONFIDENTIEL**

**ORDRE DU JOUR**

**COMITÉ EXÉCUTIF  
SÉANCE ORDINAIRE**

**Le mercredi 25 avril 2018  
à 13 h 30**

1. **Ouverture de la séance**
2. **Adoption de l'ordre du jour**
3. **Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 11 avril 2018**
4. **Administration générale, greffe, affaires juridiques**
  - 4.1 Renonciation à une clause contractuelle consentie par CDA Sigma inc. – 750, rue Lucien-Beaudin (20180421-262)
5. **Finances municipales**
  - 5.1 Ratification des listes des comptes à payer et / ou d'opérations bancaires
  - 5.2 Approbation des états financiers 2017 de l'Office municipal d'habitation Haut-Richelieu (20180407-216)
6. **Ressources humaines**
  - 6.1 Modification de l'organigramme du Service des ressources humaines (20180414-242)
  - 6.2 Modification au Service des transports et mobilité urbaine (20180324-198)
  - 6.3 Congédiement administratif d'un employé (20180421-264)
7. **Loisirs et bibliothèques**
  - 7.1 Autorisation pour la fermeture de rues pour la tenue du triathlon scolaire 2018 (20180407-220)
  - 7.2 Reconnaissance d'organismes communautaires de développement social (20180324-185)

7.3 Appropriation d'une partie du surplus non affecté pour l'aménagement de deux sites pour la pratique du pickleball (20180414-240)

7.4 Octroi de subventions à divers organismes (20180324-184 et 20180414-254)

8. **Infrastructures et gestion des eaux**

8.1 Paiement d'une facture d'Hydro-Québec pour le déplacement du réseau d'utilités publiques dans le développement domiciliaire de la rue Théodore-Béchar et du prolongement du chemin Saint-André (20180421-261)

9. **Toponymie et circulation**

- - - -

10. **Travaux publics**

10.1 Octroi du contrat suivant :

10.1.1 SA-2518-TP-18 Fourniture d'un véhicule neuf pour le Service de police (20180414-236)

11. **Sécurité publique**

11.1 Adhésion de la Ville au programme « Accès Alcool » (20180324-182)

11.2 Signature d'un protocole d'entente de prêt de service avec la Sûreté du Québec (20180421-266)

12. **Urbanisme**

12.1 Octroi d'un contrat à Nature-Action Québec – Projet « Restaurer l'espace de liberté des rivières pour réduire la vulnérabilité aux inondations – Bassin versant Hazen Bleury et la Barbotte » (20180407-230)

12.2 Signature du contrat avec la firme Enviro Step Technologies inc. pour l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection (20180414-248)

13. **Transport et mobilité urbaine**

- - - -

14. **Règlements**

14.1 Dépôt pour recommandation des projets des règlements suivants :

**Règlement n° 1678**

« Règlement modifiant le règlement n° 1509 concernant la prévention des incendies, tel qu'amendé, afin de restreindre l'usage des foyers extérieurs »

14.2 Adoption du règlement suivant :

14.2.1 Règlement n° CE-0004

« Règlement modifiant le règlement n° CE-0003 décrétant certaines règles administratives et la délégation de certains pouvoirs du comité exécutif »

15. Dépôt de documents au comité exécutif

Aucun document n'est déposé.

16. Varia

17. Levée de la séance

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu

Ce 2018-10-04

  
François Lapointe, avocat  
Greffier

**Comité exécutif**

**Séance ordinaire du 25 avril 2018**

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 25 avril 2018, à 13h30, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que messieurs Justin Bessette et Marco Savard, siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Monsieur Ian Langlois, est absent.

25 avril 2018

Monsieur François Vaillancourt, directeur général est présent.  
Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

- - - -

Monsieur le président constate le quorum et  
procède à l'ouverture de la séance.

- - - -

### **ORDRE DU JOUR**

No CE-2018-04-0136

#### **Adoption de l'ordre du jour**

PROPOSÉ PAR : monsieur Alain Laplante  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que l'ordre du jour de la présente séance ordinaire  
soit adopté tel que soumis, en ajoutant toutefois l'item suivant :

6.4 Confirmation d'embauche de monsieur Guy Grenier à titre  
d'attaché politique au cabinet du maire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

### **PROCÈS-VERBAUX**

No CE-2018-04-0137

#### **Adoption du procès-verbal de la séance du 11 avril 2018**

Chaque membre du comité exécutif ayant reçu  
copie du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 11 avril  
2018 ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : monsieur Marco Savard

Que le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le  
11 avril 2018 soit adopté tel que soumis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

25 avril 2018

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, GREFFE,**  
**AFFAIRES JURIDIQUES**

No CE-2018-04-0138

**Renonciation à une clause contractuelle consentie  
par « CDA Sigma inc. » - 750, rue Lucien-Beaudin**

CONSIDÉRANT la demande présentée par les représentants légaux de « CDA Sigma inc. » visant à obtenir renonciation de la part de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu à la clause résolutoire apparaissant à l'acte de vente publié sous le numéro 22 136 214 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de cet acte, « CDA Sigma inc. » avait l'obligation de construire un bâtiment additionnel destiné à être utilisé à des fins industrielles d'une superficie minimale de 163 mètres carrés et que la superficie totale du bâtiment construit est supérieure à celle exigée ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

Que le comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu autorise la renonciation aux bénéfices de la clause résolutoire obligeant « CDA Sigma inc. » ou ses ayants droits, à construire un bâtiment de 163 mètres carrés dans un délai d'un (1) an, clause prévue à l'acte de vente du lot 5 796 885 du cadastre du Québec, signé le 12 février 2016 et publié sous le numéro 22 136 214 au registre foncier de la circonscription foncière de Saint-Jean.

Que le greffier, ou la greffière adjointe, ainsi que l'avocate-conseil, soient par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, les documents nécessaires en rapport avec la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

**FINANCES MUNICIPALES**

No CE-2018-04-0139

**Ratification des listes des comptes à payer et / ou  
d'opérations bancaires**

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

25 avril 2018

Que soient par la présente ratifiés les paiements énumérés sur les listes suivantes aux montants indiqués, à savoir :

- Liste n° 2018-14 au montant total de :  
1 679 333,86 \$
- Liste n° 2018-15 au montant total de :  
1 174 404,38 \$
- Liste n° 2018-16 au montant total de :  
2 886 554,33 \$

le tout pour un montant total de :

5 740 292,57 \$.

D'accuser réception de la liste des prélèvements bancaires et virements budgétaires exécutés pour le mois de mars 2018 et annexée à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0140

**Approbation des états financiers 2017 de l'Office municipal d'habitation Haut-Richelieu**

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'approuver les états financiers 2017 de l'Office municipal d'habitation Haut-Richelieu, lesquels montrent un déficit réel du volet H.L.M. de 2 070 306 \$ payable à 10 % par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, soit une somme de 207 031 \$ de laquelle, l'organisme a reçu 158 585 \$ laissant un solde de 71 559 \$.

D'autoriser également le paiement de la somme suivante :

- 59 119 \$ à titre de contribution de la Ville au Programme de supplément de loyer.

D'accuser réception du rapport des vérificateurs portant sur cesdits états financiers.

De puiser les sommes requises à même les crédits disponibles aux postes comptables concernés par cette dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

25 avril 2018

## **RESSOURCES HUMAINES**

No CE-2018-04-0141

### **Modification de l'organigramme du Service des ressources humaines**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications à l'organigramme du Service des ressources humaines ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard

APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'adopter un nouvel organigramme pour le Service des ressources humaines, daté du 25 avril 2018, lequel est connu comme étant l'annexe « I » de la présente résolution et remplace l'organigramme daté du 20 mars 2018.

Que le Comité exécutif prenne acte de la modification suivante :

- Abolition du poste col blanc « Commis Ressources humaines » et création d'un poste col blanc permanent « Secrétaire » ;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0142

### **Modification au Service des transports et mobilité urbaine**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'apporter des modifications au Service des transports et mobilité urbaine ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette

APPUYÉ PAR : monsieur Marco Savard

De remplacer le libellé du Service des transports et mobilité urbaine par « Division des transports », laquelle relèvera directement de l'autorité hiérarchique du directeur général adjoint – Opérations, le tout tel que montré à l'organigramme de la Direction générale adjointe – opérations daté du 11 avril 2018 et joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

D'adopter l'organigramme de la Division des transports daté du 11 avril 2018 et joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

D'abroger l'organigramme du Service des transports et mobilité urbaine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -



25 avril 2018

Monsieur Justin Bessette quitte son siège ainsi que la salle des délibérations.

- - - -

No CE-2018-04-0143

**Congédiement administratif d'un employé permanent**

CONSIDÉRANT l'historique d'absence de l'employé n° 07424 ;

CONSIDÉRANT la nature de l'emploi occupé et les contraintes causées à l'employeur ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'autoriser le congédiement administratif de l'employé numéro 07424 et ce, à compter du 26 avril 2018.

Qu'instructions soient données au Service des ressources humaines de donner effet à la présente résolution et d'aviser l'employé concerné des motifs de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

Monsieur Justin Bessette reprend son siège dans la salle des délibérations.

- - - -

No CE-2018-04-0144

**Confirmation d'embauche de monsieur Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire**

CONSIDÉRANT la résolution n° 2017-11-0457 adoptée par le comité exécutif autorisant la signature d'un contrat de travail avec monsieur Guy Grenier ;

CONSIDÉRANT que cette résolution prévoit spécifiquement que le comité exécutif autorise monsieur Guy Grenier à agir à titre d'attaché politique au cabinet du maire et de chef de cabinet pour le maire ;

CONSIDÉRANT le contrat de travail signé avec monsieur Guy Grenier, lequel détermine qu'il relève du maire et non de la direction générale pour l'exécution de ses tâches ;

CONSIDÉRANT que le maire et le comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques ;

25 avril 2018

CONSIDÉRANT que le conseil municipal, sous influence partisane, a tenté de destituer, sans droit, monsieur Guy Grenier (employé no 00789) par l'adoption d'une résolution lors de l'assemblée tenue le 23 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le maire, en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à la Loi sur les cités et villes a tenté, sans succès, d'obtenir copie de l'intégralité du dossier concernant monsieur Guy Grenier, en vue d'être informé adéquatement et informer les autres élus avant l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le 24 avril 2018, le maire a apposé son veto à l'encontre de la résolution de destitution votée, sur division, par le conseil municipal en raison d'irrégularités majeures dans le processus ayant mené à son adoption, du manque d'informations transmises et en raison que cette résolution contrevient aux droits et aux pouvoirs du comité exécutif ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

De confirmer l'embauche de monsieur Guy Grenier pour agir à titre d'attaché politique au cabinet du maire et de chef de cabinet pour le maire, à la mairie, selon les termes et conditions du contrat déjà signé.

De demander à la direction générale de mettre en place toutes les conditions favorables à l'accomplissement des tâches de monsieur Guy Grenier.

De mandater, sur le champ, Me Vincent Gingras, du cabinet Jolicoeur Lacasse, avocats, afin d'amender le contrat de travail déjà signé avec monsieur Guy Grenier, en vue de renforcer les dispositions concernant le fait qu'il :

- 1) Relève du maire pour l'accomplissement de ses tâches ;
- 2) Relève du maire pour l'évaluation de son rendement, à titre de supérieur immédiat dans le cadre d'un processus où le directeur général sera informé ;
- 3) Accomplit nécessairement des fonctions pouvant être qualifiées de partisane du fait de ses fonctions de chef de cabinet et d'attaché politique du maire comme il est d'usage pour ce type de fonction ;
- 4) Doit être protégé contre toute forme de harcèlement et des interventions et actions partisans de certains membres du conseil municipal, s'il agit conformément aux tâches reçues du maire ;
- 5) Collabore avec tous les membres du conseil municipal, sous la direction du maire et dans la mesure déterminée par ce dernier ;

25 avril 2018

- 6) Ne peut être reproché de double emploi, de conflits d'intérêts et de manque de loyauté pour des faits connus et publics au moment de l'adoption de la résolution n° CE-2017-11-0457 ;
- 7) Exerce ses tâches en toute légalité en relation avec l'article 284 de la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités ;
- 8) Ne peut être destitué ou congédié que par résolution du comité exécutif.

De demander à la direction générale de donner accès, dans les cinq (5) jours, au maire et à Me Vincent Gingras, à l'intégralité du dossier concernant monsieur Guy Grenier dont tous les documents déjà demandés par le maire en vertu de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance prévus à la Loi sur les cités et villes du Québec.

D'autoriser le maire ou le greffier ou les deux à signer pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu tout document donnant effet à la présente résolution.

Monsieur le président appelle le vote sur cette proposition :

Votent pour : Madame Maryline Charbonneau, monsieur Justin Bessette et monsieur Alain Laplante.

Votent contre : Monsieur Marco Savard.

Pour : 3

Contre : 1

ADOPTÉE

## **LOISIRS ET BIBLIOTHÈQUES**

No CE-2018-04-0145

### **Fermeture temporaire de diverses rues pour la tenue du triathlon scolaire 2018**

CONSIDÉRANT qu'une activité de vélo se tiendra le jeudi 10 mai 2018 entre 8 h 30 et 14 h 30 dans le cadre du parcours de vélo (boucle de 2,5 km) du triathlon scolaire organisé par la Commission scolaire des Hautes-Rivières ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, afin d'assurer la sécurité des participants, de procéder à la fermeture temporaire d'une section des rues Choquette, Marie-Derome, Pierre-Caisse et du boulevard de Normandie;

25 avril 2018

CONSIDÉRANT que la Commission scolaire des Hautes-Rivières est un partenaire de la Ville et qu'elle assurera la coordination des activités ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que soit autorisée la tenue de l'activité vélo triathlon scolaire le jeudi 10 mai 2018 entre 8 h 30 et 14 h 30.

Que, pour permettre la tenue sécuritaire de cette activité, soit autorisée la fermeture temporaire, entre 8 h 30 et 14 h 30, d'une section des rues Choquette, Marie-Derome, Pierre-Caisse et du boulevard de Normandie, le tout selon le plan joint à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0146

**Reconnaissance d'organismes communautaires  
de développement social**

CONSIDÉRANT que par la résolution n° 2007-02-0127, adoptée le 5 février 2007, le conseil municipal a adopté la « Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes »;

CONSIDÉRANT que par la résolution n° 2016-07-0385, adoptée le 4 juillet 2016, le conseil municipal a adopté un addenda à la « Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes » par l'ajout des organismes communautaires de développement social;

CONSIDÉRANT que suite à l'adoption de cet addenda le Service des loisirs et bibliothèques a fait l'analyse de tous les dossiers de demandes de reconnaissance des organismes communautaires;

CONSIDÉRANT l'intérêt manifeste du conseil municipal de reconnaître l'apport du milieu communautaire qui contribue de manière significative à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau  
APPUYÉ PAR : monsieur Marco Savard

Qu'en regard avec la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes, le comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu reconnaisse les organismes suivants:

- Maison des Jeunes le Dôme inc., organisme communautaire récréatif jeune et famille ;
- Maison Le Point Commun, organisme communautaire de développement social ;

25 avril 2018

- L'association Cheertanik du Haut-Richelieu, organisme sportif jeune et famille ;
- Club de Rugby les Barracudas de Saint-Jean-sur-Richelieu, organisme sportif adulte ;
- Association de football civil de St-Jean-sur-Richelieu, organisme sportif jeune et famille.

Que, conséquemment, la résolution n° CE-2007-12-0525 soit amendée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0147

**Appropriation d'une partie du surplus non affecté pour l'aménagement de deux sites pour la pratique du pickleball**

CONSIDÉRANT la popularité grandissante du pickleball, un sport de raquette s'apparentant au tennis et ce, tant à Saint-Jean-sur-Richelieu qu'ailleurs ;

CONSIDÉRANT qu'une ligue de pickleball existe à Saint-Jean-sur-Richelieu depuis quelques années et que cette ligue est en expansion ;

CONSIDÉRANT que le seul endroit où les adeptes de ce sport peuvent pratiquer leur sport à l'extérieur est sur le terrain de tennis du pavillon Marguerite-Bourgeoys ;

CONSIDÉRANT que les patinoires permanentes en asphalte sont très peu utilisées en été et que cette surface conviendrait très bien à la pratique du pickleball ;

CONSIDÉRANT que les patinoires sont déjà éclairées et que la bande permettra de garder la balle à l'intérieur ;

CONSIDÉRANT que des toiles coupe-vent pourraient être installées dans le prolongement des bandes afin d'améliorer la qualité du jeu ;

CONSIDÉRANT que les responsables de la ligue se sont montrés favorables à la pratique de ce sport dans ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que 7 terrains de pickleball peuvent être aménagés sur une patinoire ce qui permettrait de répondre à la demande ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette

APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

25 avril 2018

Que le comité exécutif autorise l'aménagement de 14 terrains de pickleball sur des patinoires asphaltées existantes dans des parcs à être déterminés.

Que les sommes requises à cette fin, s'élevant à au plus 35 000 \$ soient prises à même le surplus non affecté et que les transferts budgétaires appropriés soient autorisés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0148

**Octroi de subventions à divers organismes**

CONSIDÉRANT que par la résolution n° 2015-12-0807, le conseil municipal adoptait une nouvelle directive concernant le cheminement et le traitement des demandes de soutien financier;

CONSIDÉRANT que les montants demandés sont disponibles au budget 2018 selon les postes comptables identifiés dans les listes jointes en annexe de la présente résolution;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : monsieur Marco Savard

Que le comité exécutif accorde les subventions recommandées le 14 mars et le 11 avril 2018, par le comité culture sport et loisirs et le comité action communautaire et économie, et inscrites sur les listes jointes en annexe de la présente résolution.

Que la trésorière soit autorisée à défrayer les dépenses à même les disponibilités des postes comptables indiqués aux listes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

**INFRASTRUCTURES ET GESTION DES EAUX**

Monsieur Marco Savard mentionne qu'il est susceptible d'être en conflit d'intérêt avec le prochain sujet de discussion car il est propriétaire d'un immeuble situé dans le secteur concerné. Il s'abstient de prendre part aux débats et de voter sur cette question.

- - - -

25 avril 2018

No CE-2018-04-0149

**Païement d'une facture d'Hydro-Québec pour le déploiement du réseau d'utilités publiques dans le développement domiciliaire de la rue Théodore-Bécharde et du prolongement du chemin Saint-André – ING-753-2010-025**

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a approuvé, par la résolution n° 2010-06-0323, le plan de développement domiciliaire de la rue Théodore-Bécharde et du prolongement du chemin Saint-André, lequel prévoit une desserte des réseaux d'utilités publiques souterrains en avant lot ;

CONSIDÉRANT que ces travaux sont maintenant terminés ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que soit autorisé le paiement de la facture n° 721875 d'Hydro-Québec au montant de 90 423,24 \$ taxes incluses, pour le déploiement des réseaux d'utilités publiques en réseau souterrain du projet de développement domiciliaire de la rue Théodore-Bécharde et du prolongement du chemin Saint-André.

Que les sommes requises soient prises à même l'emprunt décrété par le règlement n° 1506.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

---

**TRAVAUX PUBLICS**

No CE-2018-04-0150

**Appel d'offres SA-2518-TP-18 – Fourniture d'un véhicule neuf pour le Service de police**

CONSIDÉRANT qu'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, la Ville a reçu des soumissions pour la fourniture d'un véhicule neuf pour le Service de police;

CONSIDÉRANT que la soumission la plus basse provenant de « Dupont Ford Ltée » s'est avérée conforme aux exigences administratives et techniques des documents d'appel d'offres ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

25 avril 2018

Que soit octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit « Dupont Ford ltée », le contrat pour la fourniture d'un véhicule neuf de marque Ford modèle Taurus SEL AWD 2018, le tout en conformité avec les documents de soumission relatifs à ce projet, au montant forfaitaire inscrit au bordereau de soumission de l'appel d'offres SA-2518-TP-18, le tout pour un montant total de 40 496,49 \$, taxes incluses.

Que les sommes requises à cette fin soient prises à même un emprunt au fonds de roulement de la Ville, cet emprunt étant remboursable en cinq (5) versements annuels égaux et consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

### **SÉCURITÉ PUBLIQUE**

No CE-2018-04-0151

#### **Adhésion de la Ville au programme « Accès Alcool » - 2017-2018**

CONSIDÉRANT que le programme « Accès Alcool » a pour objectif de permettre un meilleur contrôle des débits de boisson, d'assurer une présence accrue dans les débits de boisson, de diminuer la contrebande d'alcool et d'avoir une meilleure connaissance des gens fréquentant les débits de boisson ;

CONSIDÉRANT qu'il est à l'avantage de la Ville d'adhérer à ce programme ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Que soit autorisée l'adhésion de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu au programme « Accès Alcool » pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 30 juin 2018.

Que le directeur du Service de police soit en conséquence autorisé à signer un protocole d'entente avec le ministère de la Sécurité publique relativement à la mise en application de ce programme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0152

#### **Signature d'un protocole d'entente de prêt de service avec la Sûreté du Québec**



25 avril 2018

CONSIDÉRANT les besoins spécifiques d'armurerie d'un partenaire et de l'expertise d'un membre du Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu ;

CONSIDÉRANT l'intention du Service de police de parfaire les compétences de l'un de ses policiers en armurerie ;

CONSIDÉRANT que le partenaire procédera, le temps du protocole, à l'entretien des armes du Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu pour les besoins d'armurerie spécialisée ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'autoriser la signature d'un protocole d'entente avec la Sûreté du Québec pour le prêt de service d'un agent.

Que cette entente soit d'une durée d'un an, soit du 23 avril 2018 au 22 avril 2019, et qu'à son échéance, elle soit renouvelable annuellement pour une période d'au plus trois (3) ans, à moins qu'une des parties transmette à l'autre partie un avis de non renouvellement au moins trente (30) jours avant la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de l'entente.

Que le directeur du Service de police soit autorisé à signer cette entente pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

### **URBANISME**

Monsieur Justin Bessette mentionne qu'il est susceptible d'être en conflit d'intérêt avec le prochain sujet de discussion car le cours d'eau concerné passe sur des terres lui appartenant. Il s'abstient de prendre part aux débats et de voter sur cette question.

- - - -

No CE-2018-04-0153

**Octroi d'un contrat à Nature-Action Québec pour la réalisation du projet « Restaurer l'espace de liberté des rivières pour réduire la vulnérabilité aux inondations – Bassin versant Hazen Bleury et La Barbotte »**

CONSIDÉRANT la Stratégie et le plan d'action en gestion des milieux naturels dont plusieurs actions concernent les rives et les territoires des bassins versants des ruisseaux Bleury (Hazen) et de la Barbotte ;

25 avril 2018

CONSIDÉRANT que la Ville souhaite contribuer à la mise en œuvre de projets environnementaux structurants sur son territoire ;

CONSIDÉRANT que l'espace de liberté des cours d'eau est une méthode d'adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes et qui s'articule autour de la mise en place d'infrastructures vertes qui vise la réduction des débits et des risques d'inondations ;

CONSIDÉRANT que cette mesure d'adaptation entraîne des bénéfices complémentaires, tels que :

- La conservation et la restauration des milieux humides ;
- Le maintien d'habitats de qualité pour la flore et la faune et l'amélioration de leur connectivité ;
- Le maintien de la qualité de l'eau
- L'atténuation des fluctuations des niveaux d'eau;

CONSIDÉRANT les nouvelles responsabilités municipales pour la gestion des cours d'eau et la conservation des milieux humides et hydriques comprenant la localisation des milieux pouvant être potentiellement restaurés et l'identification des milieux présentant un potentiel pour la création de milieux humides et hydriques ;

CONSIDÉRANT le projet agroenvironnemental coordonné par la Fédération de l'UPA de la Montérégie sur les bassins versants Bleury (Hazen) et de la Barbotte ainsi que le programme Alternative Land Use Services (ALUS) ;

CONSIDÉRANT que lors de sa séance tenue le 28 février 2018, le Comité environnement et développement durable a émis une recommandation favorable à ce projet ;

CONSIDÉRANT l'offre de services professionnels déposée par Nature-Action Québec pour la réalisation de ce projet et ce, au montant de 35 000 \$ ;

CONSIDÉRANT le montage financier relatif à la réalisation de ce projet, incluant une contribution financière de 163 132 \$ de la Fondation Intact Assurance versée à Nature-Action Québec et une contribution de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de 35 000 \$ ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

Qu'un contrat soit accordé à l'organisme Nature-Action Québec pour réaliser le projet « Restaurer l'espace de liberté des rivières pour réduire la vulnérabilité aux inondations – Bassin versant Hazen Bleury et de la Barbotte ».

25 avril 2018

Que le directeur général adjoint – Opérations, soit autorisé à signer ce contrat pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, de même que tout autre document requis pour donner plein effet à la présente résolution.

Que la ville verse à cette fin, une contribution financière de 35 000 \$ à cet organisme et que les sommes requises à cette fin, soient prises à même les disponibilités du poste comptable concerné par cette dépense.

Que la soit autorisé le dépôt d'une demande d'aide financière de 35 000 \$ auprès de la MRC du Haut-Richelieu pour l'utilisation des fonds réservés à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dans le Fonds Rivière Richelieu.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0154

**Signature d'un contrat avec la firme Enviro Step Technologies inc. pour l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection**

CONSIDÉRANT que par la résolution n° 2008-12-0751, la Ville accepte de prendre à sa charge l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection, et ce, en conformité avec les exigences du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*, et plus particulièrement, selon le guide d'entretien du fabricant ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de signer un contrat de service pour l'entretien des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet et de ses composantes, de modèles similaires à ceux certifiés selon la norme NQ 3680-910 de l'entreprise Enviro-Step Technologies inc., les frais d'entretien prévus étant par la suite facturés aux propriétaires utilisant un tel système;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'autoriser la signature d'un contrat entre la Ville et l'entreprise Enviro-Step Technologies inc., pour l'entretien des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet et de ses composantes pour un modèle similaire à celui certifié selon la norme NQ 3680-910, entre autres, les modèles HydroKineticUV, et ce, pour une période débutant à la date de signature du contrat et prenant fin le 31 décembre 2018.

Que le greffier, ou la greffière adjointe, et l'avocate conseil soient autorisés à signer ce contrat pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, de même que tout autre document requis pour donner plein effet à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

25 avril 2018

## **RÈGLEMENTS**

No CE-2018-04-0155

### **Dépôt pour recommandation des projets de règlements**

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

Que soit recommandé au conseil municipal de la  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu d'adopter le règlement suivant :

#### **Règlement n° 1678**

« Règlement modifiant le règlement n° 1509 concernant la  
prévention des incendies, tel qu'amendé, afin de restreindre  
l'usage des foyers extérieurs ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

No CE-2018-04-0156

### **Adoption du règlement n° CE-0004**

CONSIDÉRANT qu'un projet du règlement  
n° CE-0004 a été présenté lors d'une séance antérieure du  
comité exécutif ;

CONSIDÉRANT que le secrétaire a procédé aux  
mentions requises par l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes  
du Québec* ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Marco Savard  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

Que soit adopté, tel que soumis, le règlement  
n° CE-0004 intitulé « Règlement modifiant le règlement  
n° CE-0003 décrétant certaines règles administratives et la  
délégation de certains pouvoirs du comité exécutif ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

## **DÉPÔT DE DOCUMENTS AU COMITÉ EXÉCUTIF**

Aucun document n'est déposé.

25 avril 2018

**VARIA**

Aucun dossier particulier ne fait l'objet de discussion.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

No CE-2018-04-0157

**Levée de la séance**

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau  
APPUYÉ PAR : monsieur Marco Savard.

Que la présente séance soit levée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

---

Président

Secrétaire

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu

Ce 2018-10-04

  
François Lapointe, avocat  
Greffier